

## Changement climatique, Energie et Ecosystemes

Comment mieux s'adapter aux impacts du changement climatique ?  
Comment contribuer aux négociations internationales sur le climat ?

**Séminaire international, 6-7-8 Mai 2008**  
**Bamako, Mali, Hôtel Mandé**



Pour la première fois, les organisations de la conservation de la nature de l'IUCN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) ont rencontré les réseaux travaillant sur l'énergie, le climat et le développement pour créer de nouveaux partenariats et trouver des solutions communes aux problèmes environnementaux en Afrique Centrale et Orientale.

En partenariat avec HELIO International, Mali Folkecenter- Nyetaa- HELIO Afrique, ENDA (Environmental Development Action in the Third World), Réseau Action Climat-France (RAC),

Fondation Nicolas Hulot (FNH), avec le soutien de la Coopération Italienne (DGCS), l'IUCN a organisé un séminaire de renforcement des capacités sur les questions énergétiques et climatiques, du 6 au 8 mai 2008, à Bamako (Mali).

Plus de 40 participants, venus 15 pays africains, dont 6 représentants gouvernementaux et 6 autres ONG, se sont rencontrés dans le but de discuter deux éléments essentiels :

- Comment les écosystèmes peuvent s'adapter aux changements climatiques pour fournir les services énergétiques vitaux ?
- Comment les pays africains peuvent-ils influencer les négociations internationales sur le climat et présenter des positions communes ?

Les participants ont été globalement très satisfaits de cet atelier participatif, qui comprenait aussi une

sur le climat à Poznan en décembre 2008.

Le séminaire, consultez le site:

L'IUCN prévoit d'organiser des ateliers similaires dans les autres régions pour renforcer la capacité de l'IUCN à mettre en œuvre le nouveau Programme 2009-2012.

Contacts: Elise Buckle (GPT/ Climat), [elise.buckle@iucn.org](mailto:elise.buckle@iucn.org)  
Nadine McCormick (Energie), [Nadine.mccormick@iucn.org](mailto:Nadine.mccormick@iucn.org)

## OBJECTIFS DU SEMINAIRE

Les impacts du changement climatique affectent déjà gravement l'environnement, les ressources naturelles et les populations qui en dépendent, en particulier les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Face à ce défi, on observe une prise de conscience collective sur la nécessité d'intégrer l'adaptation dans les projets de développement, dans la gestion des écosystèmes et dans la planification de l'accès à l'énergie.

En parallèle, l'agenda politique des négociations internationales sur un accord multilatéral post-2012 s'accélère. Les deux années à venir vont être cruciales pour décider de l'avenir du Protocole de Kyoto et de la Convention des Nations Unies sur le Changement Climatique. Les pays en voie de développement ont un rôle important à jouer afin d'influencer les décisions qui seront prises sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les pays développés ont également un rôle à jouer dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.





---

au développement durable, chaque pays ayant sa propre contribution. Selon les ONG internationales, les MDP ont apporté peu de bénéfices aux populations locales. Le MDP actuellement n'est pas un instrument équitable, il faut donc sans doute trouver d'autres mécanismes pour l'accord post-2012.

Sur la base de ces constats, que doit-on faire ? Doit-on évaluer les projets MDP mis en œuvre et ne conserver que ceux qui fonctionnent bien ? Que doit-on changer pour l'accord post-2012 ? Doit-on abandonner ce mécanisme ou le réformer pour l'améliorer ?

Il est fondamental de renforcer les capa

REDD a été intégré dans les discussions à Bali, mais les modalités concrètes de mises en œuvre ne sont pas encore fixées. La dégradation de la forêt a aussi été prise en compte.

REDD soulève des problèmes importants, de gouvernance, et de méthodologie pour la comptabilisation du carbone et des surfaces de forêts préservées, fuite de carbone, mode financement (fonds ou marché), et bénéficiaires du financement mais aussi de définition de ce qu'est la forêt et la dégradation de la forêt.

La dégradation des forêts est un enjeu commun à tous les pays africains.

Il faut aussi souligner la contradiction marquée entre le développement des agrocarburants, qui constitue une nouvelle cause de la déforestation et la volonté de protéger les forêts.

Quatre questions ont été évoquées :

*Quelle définition pour la forêt ?*

La définition de la FAO incluant 3 critères (superficie, taille, taux de couverture) n'est pas applicable à chaque pays ; donc chaque pays devrait pouvoir avoir sa propre définition.

Il y a aussi déjà des lois nationales qui existent et qui pourraient être appliquées.

La nouvelle définition doit être plus qualitative, pour inclure les aspects sociaux et de biodiversité. Il faut aussi prendre en compte les capacités de stockage des sols.

*Comment traiter la question de la gouvernance et des droits fonciers ?*

Il faut renforcer les capacités des populations locales, lier le travail sur REDD avec un processus de décentralisation et de gestion communautaire des forêts (exemples au Sénégal, avec un processus de décentralisation).

Il faut aussi développer des projets pilotes pour voir ce qui marche et ce qui ne marche pas.

On peut aussi apprendre de projets existants de bonne gestion des forêts.

*Quels liens avec le développement des biocarburants, de l'énergie et du développement ?*

Les biocarburants ne doivent pas être développés au détriment des forêts.

On doit préférer le développement des énergies renouvelables.

Seules les terres arides ou pas assez fertiles devraient être utilisées pour les biocarburants.

*Quels outils de financement doit-on privilégier, fonds ou marché ?*

Il faut plutôt privilégier un fond, le marché du carbone étant dépendant des fluctuations du prix de la tonne du carbone.

**Recommandations proposées :**

**1. Définition des forêts :**

- *Harmoniser la définition de la forêt pour prendre en compte les spécificités des différents écosystèmes et la dégradation dans le mécanisme REDD*
- *Intégrer des critères qualitatifs*

**2. Gouvernance :**

- *REDD doit préserver une gestion communautaire des forêts. Avantages CO2 et développements local.*
- *Actualiser et veiller à l'application de la loi, avec renforcement de capacité des agents, et implication des ONG dans la gouvernance.*

**3. Biocarburants et politique énergétique**

- *Analyse d'impact social et environnemental pour tout développement d'agrocarburants*
- *3Biocarburants eturités•Harmonismes 0 -*







- *intégrer des critères adaptation et climat dans les projets de développement existants financés par les organismes internationaux, la coopération, etc...*
- *faire des simulations afin d'évaluer l'impact du climat et adapter le projet prévu en fonction de ces impacts.*
- *Intégrer les considérations d'adaptation aux politiques sectorielles des PED et dans les Etudes d'impact environnementales ainsi que dans la législation*
- *intégrer l'aspect changement climatique dans Les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP), élaborés pour la Banque Mondiale comme condition dans la cadre de l'annulation de la dette pour les Pays les Plus Pauvres*

## **Financements (ENDA)**

ENDA présente les différents mécanismes de financement pour l'adaptation.

L'accès aux différents fonds est réglementé par des critères d'éligibilité et règles très strictes qui rendent difficiles l'accès à ces fonds pour les pays pauvres.

- Cohérence des fonds : améliorer les fonds existants dans le cadre de la convention et du protocole plutôt que disperser notre énergie et notre attention dans des annonces de fonds (exemple fonds BM, simples effets d'annonce)

- Fonds locaux : « small grant program » du FEM fonctionne plutôt bien (association communautés locales). Les communautés locales s'approprient bien ces projets. Mais financements trop faibles. Faut les augmenter.

- Financement des activités PANA rapide est une nécessité mais le fonds pour l'adaptation n'est pas encore opérationnel donc, en attendant, accélérer la mise en œuvre grâce à la coopération bilatérale.

- Nouveaux financements : nécessité d'augmenter les financements du fonds d'adaptation

## Plan d'action

**Valorisation** Auprès des points focaux et négociateurs africains francophones et anglophones :

- Réunion de Cotonou (CLAC) Juin-08

**Coordination plaidoyer** : Morgane RAC-F [morgane@rac-f.org](mailto:morgane@rac-f.org)

### Responsables thématiques :

- Atténuation : Morgane, RAC-F [morgane@rac-f.org](mailto:morgane@rac-f.org)
- Déforestation : Benoit, FNH, [b.faraco@fnh.org](mailto:b.faraco@fnh.org), Sylvain, Amis de la Terre, [foret@amisdelaterre.org](mailto:foret@amisdelaterre.org)
- Transfert de Technologies, Anne, GRET, [chetaille@gret.org](mailto:chetaille@gret.org)
- Adaptation : Moussa, ENDA, [enda.energy@orange.sn](mailto:enda.energy@orange.sn)
- Financement, Djimingué, ENDA [enda.energy@orange.sn](mailto:enda.energy@orange.sn)

## **Nouvelles initiatives autour du Programme de l'IUCN sur le climat**

Les objectifs de l'IUCN sur le changement climatique sont :

- l'intégration des aspects de biodiversité dans les politiques et pratiques du changement climatique ;
- l'intégration des aspects changement climatique dans les politiques et pratiques de gestion de ressources naturelles.

Des exemples du travail de l'IUCN incluent REDD (Programme Forêts, surtout en Afrique anglophone), la résilience des écosystèmes marins et des coraux (Programme marin), l'adaptation pour la gestion des ressources en eau (Programme Eaux, par exemple en Tanzanie), « Mangroves for the future » (Restauration et plantation des mangroves en Asie).

L'outil CRiSTAL (Community Risk indicator Tool for Adaptation of Livelihoods) pour l'adaptation est présenté dans le cadre de son utilisation au Mali.

L'outil est disponible sur le site Internet de l'IUCN :

<http://www.iucn.org/climate> (bas de page: lien vers l'outil CRiSTAL, en anglais et français).

Des idées ont été échangées pour développer de nouveaux projets communs pour mettre en œuvre le programme régional de l'IUCN sur le climat en Afrique Centrale et Occidentale.

Les priorités suivantes ont été dégagées : REDD/Forêts, l'adaptation, la résilience des écosystèmes et le renforcement des capacités pour la société civile et les gouvernements.

4 projets communs ont été discutés en groupe :

- l'utilisation de l'outil CRiSTAL et des outils d'adaptation de ENDA pour l'amélioration de la gestion des ressources en eau au Niger ;
- la mise en place d'un fond carbone pour la protection des forêts en Afrique centrale ;
- la mise en place d'un centre de monitoring des effets du changement climatique sur les écosystèmes et les ressources hydriques ;
- le développement d'un programme de renforcement des capacités, de sensibilisation et de mobilisation sur le changement climatique auprès des ONG et des gouvernements locaux.